

Aurélie LE MEUR
Fédération de Seine-Saint-Denis
Section d'Aubervilliers

Tristan MARTIN-TEODORCZYK
Fédération de Seine-Saint-Denis
Section du Pré Saint-Gervais

Pour lutter contre l'extrême-droite et construire le rassemblement, faire de nos communes des laboratoires des possibles

Cette année verra le 90e anniversaire du Front Populaire. Ce dernier a constitué un moment important d'unification de notre camp social (réunification de la CGT, union - difficile et pleine de soubresauts et de désaccords- des forces de gauche, mais aussi intense moment de mobilisation sociale et antifasciste). Comparaison n'est pas raison, mais nous sommes nous aussi plongés dans une époque où l'extrême-droite, sous d'autres formes, est en progression constante. Il est ainsi indispensable que notre congrès s'attarde à la manière dont notre parti analyse cette progression constante et s'y oppose.

L'extrême-droite a aujourd'hui dépassé, et de loin, le stade de la « dédramatisation » et de la « normalisation ». Pour dépasser le plafond de verre qu'elle a atteint grâce à la mobilisation exceptionnelle des forces citoyennes, politiques, associatives et syndicales lors des élections législatives de 2024 qui ont permis la victoire du Nouveau Front Populaire, et l'échec de l'arrivée pourtant prédite partout de ses représentants à Matignon, elle promeut désormais, au point de vue stratégique, « l'union des droites », mais parie aussi, lors des prochaines échéances électorales, sur un approfondissement de son ancrage idéologique et territorial.

Il apparaît donc nécessaire que nous puissions collectivement analyser, lors de ce congrès, les stratégies, résultats et dynamiques qui se seront faites jour lors des élections municipales, et ce d'autant plus qu'il s'agira normalement des dernières échéances au suffrage universel direct avant les élections présidentielles de 2027. Plusieurs contributions précédentes se sont faites l'écho de l'inadaptation du calendrier proposé pour ce congrès, qui ne permettra pas que les communistes puissent, à toutes les échelles, mener ce travail de manière aussi sérieuse et approfondie que possible. Nous partageons ces critiques.

De même, l'ambition de définir une stratégie pour notre parti à l'horizon des « 15 à 20 prochaines années » apparaît en net décalage temporel avec une possible arrivée de l'extrême-droite au pouvoir à une échéance bien plus brève, qui emporterait à coup sûr pour notre pays, notre parti et notre camp social des conséquences funestes extrêmement profondes. Ainsi, il me semble que les réflexions stratégiques, idéologiques et organisationnelles de notre congrès devraient s'axer autour de cette unique question.

Dès lors, c'est en partant de ce que chaque militant.e communiste peut constater sur le terrain, dans les médias et dans les discours quant à la montée en puissance de l'extrême droite que la présente contribution entend proposer un axe de travail en partant de l'échelon le plus immédiat, le plus proche et le plus quotidien pour nos concitoyen.ne.s. Un tel axe

semble d'autant plus pertinent que nous disposerons, au regard de la proximité des échéances municipales avec notre congrès, de données électorales autant que de ressentis et de constats factuels fiables et récents sur cette question.

Depuis les élections municipales de 2020, l'extrême-droite dirige 13 communes de plus de 10 000 habitant.e.s. Elle pourrait, à l'issue des prochaines élections municipales, en diriger plus d'une cinquantaine, notamment dans le Nord, dans le Pas-de-Calais et autour de l'arc méditerranéen. Cela pourrait encore renforcer l'assise de l'extrême-droite au Parlement, en lui permettant de faire son entrée massive au Sénat, droitisant encore un peu plus cette arène.

Dans les villes qu'elle dirige déjà, l'extrême-droite mène une véritable bataille culturelle, qui peut être en quelque sorte regardée comme une préfiguration de ce qu'elle ferait si elle était demain au pouvoir.

Les maires d'extrême-droite déclinent, dans les villes qu'ils dirigent, des politiques qui sont celles qui pourraient être, demain, mises en place si elle venait à accéder au pouvoir à l'échelle nationale : discrimination dans l'accès au logement social et/ou public, aux aides sociales, aux cantines scolaires; politique sécuritaire à tout crin instrumentalisant les polices municipales pour en faire des milices à la main des exécutifs municipaux; attaques contre les syndicalistes et les agents publics.

Toutefois, il apparaît que c'est dans le champ de l'usage des symboles et de la culture, que l'extrême-droite s'emploie tout d'abord à imposer ses récits, son imaginaire. Elle promeut partout un rabougrissement du champ culturel, en promouvant une conception identitaire, rance et étriquée de ce que doit être d'après elle la culture, qu'elle confond bien souvent avec une vision patrimoniale fréquemment vulgaire, sur un mode revendicatif (« Fête du cochon » à Hayange, installation de crèches dans plusieurs mairies d'extrême-droite, au mépris répété du principe de laïcité et des décisions de justice condamnant cette pratique). Au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, on peut repenser au cas de l'association « Alexandre et Aristote », dirigée par Sarah Knafo, qui a directement influé sur le choix des ouvrages acquis par les médiathèques de la Ville.

De même, l'extrême-droite démontre, dans les villes qu'elle dirige, sa volonté d'affaiblir le champ de la délibération démocratique, de l'échange citoyen, du débat d'idées en entamant une guerre résolue aux libertés associatives. Les saillies contre des associations accusées d'être trop « progressistes », « wokistes » ou « politiques » ne sont en effet pas réservées aux plateaux de CNews. Elles sont fréquentes dans les villes d'extrême-droite, dans lesquelles les maires sabrent sans coup férir dans les subventions et dans les moyens des associations qui refusent de s'aligner sur les options idéologiques de l'extrême droite, et attaquent sans vergogne les associations féministes, les syndicats, les associations de solidarité, qui feraient d'après elle de la « politique ». L'extrême droite ferme aussi des lieux de résistance populaire, des locaux associatifs ou des bourses du travail qui font parfois cruellement défaut dans les petites comme dans les grandes villes. C'est d'ailleurs une stratégie qui dépasse les frontières hexagonales, puisque Meloni en a fait de même en Italie aux centres sociaux.

A travers ses attaques contre l'idée d'une culture vivante, ouverte, inclusive et populaire, autant que contre les libertés associatives, l'extrême-droite a bien comme projet de détruire tout ce qui permet de faire commun. L'extrême-droite prospère ainsi sur l'idée, très néolibérale, d'individu.e.s « désaffilié.e.s » (*There is no such thing as society* - La

société n'existe pas), privés d'horizons communs. Des individu.e.s livré.e.s à leur seule condition individuelle dont elles et ils seraient seul.e.s responsables, avec comme seuls cercles de socialisation les cercles professionnels, amicaux ou familiaux, où le vote à l'extrême-droite est parfois largement banalisé, voire constitue une norme.

Par ailleurs, ce phénomène de « désaffiliation » est d'autant plus fort que les services publics, les espaces de rencontre ont souvent largement disparu, de même, qu'en bien des endroits, la gauche politique ou associative, et qu'aucun récit alternatif, aucun contre-discours, aucun horizon commun n'est parfois proposé en dehors de structures syndicales affaiblies ou de discours médiatiques qui semblent souvent, venant de la gauche, lointains et déconnectés des réalités quotidiennes vécues.

Cet isolement idéologique, s'il nourrit l'abstention, favorise aussi souvent le vote d'extrême-droite et son ancrage progressif, doublé de sa normalisation dans de nombreux territoires, et pas seulement en milieu rural.

Il est à cet égard également préoccupant, et révélateur de l'ancrage croissant de l'extrême droite, que l'écart de vote entre femmes et hommes pour les partis d'extrême droite ne cesse de se réduire à un rythme rapide (l'électorat féminin du RN étant passé de 20 % des voix à 30 % en 2024). Pourtant, au niveau national, le Rassemblement national adopte un agenda clairement antiféministe, notamment sur la question de l'avortement (qui constitue un sujet sur lequel l'extrême droite crée depuis longtemps des ponts en faveur de l'union des droites avec une partie de la droite conservatrice). L'extrême droite instrumentalise en outre la question des violences sexistes et sexuelles au bénéfice de son agenda xénophobe, en tentant incessamment d'établir un lien entre celles-ci et l'immigration, et sans jamais questionner les dynamiques patriarcales à l'œuvre. Le niveau local n'échappe pas à ces entreprises contre les femmes. C'est ainsi que des villes d'extrême droite n'ont pas hésité à supprimer des subventions à des associations féministes (Planning familial à Fréjus, CIDFF à Beaucaire) ou encore à privatiser les crèches à Hénin-Beaumont.

Nous devons, dans ce contexte, affronter le fait que l'extrême-droite produit un récit d'ordre, un sentiment d'appartenance, une réponse simple (ce sont les immigré.e.s/les assisté.e.s), là où notre discours n'apparaît qu'à travers un filtre déformant, celui des médias dominants qui insistent avant tout sur les querelles, les divisions ou les outrances, et non sur notre projet, les alternatives que nous proposons, et *a fortiori* sur nos propositions ou notre projet politique.

Lors de ces élections municipales, les candidates et candidats du PCF se présenteront dans de nombreux endroits sur des listes de rassemblement de la gauche et des écologistes.

Nous répondons à cet égard à l'aspiration de nombreux électeurs et électrices de gauche afin de porter, au niveau local, des politiques de progrès et de justice sociale et écologique qui offrent des contrepoints discursifs, des politiques inclusives qui sont autant de contre-modèles à l'extrême-droite.

Il est illusoire d'ambitionner, à partir du seul niveau local, de vouloir « changer la vie » des habitantes et habitants. Les contraintes financières et institutionnelles qui pèsent aujourd'hui sur l'ensemble des collectivités territoriales font en effet souvent obstacle à des transformations plus profondes, à des politiques plus ambitieuses, plus progressistes, et

nous nous trouvons bien souvent confronté.e.s à des dilemmes cornéliens lorsque nos élu.e.s sont en responsabilité, même si elles et ils démontrent qu'elles et ils savent gouverner autrement : avec les habitants, pour les services publics, contre les logiques de rentabilité qui dégradent la vie commune, et en politisant les enjeux que les discours dominants renvoient bien souvent à de simples trajectoires individuelles.

De même, les défis que nous devons affronter, les chantiers que nous devons ouvrir nécessitent un champ d'intervention territorial souvent plus large, des moyens d'une autre ampleur. Toutefois, l'échelon communal est souvent le plus pertinent pour améliorer le quotidien, pour démontrer ce que la gauche en général, et les communistes en particulier pourraient faire demain à une échelle nationale. Là où nous sommes en responsabilité, nous pouvons montrer concrètement ce que signifie une politique progressiste : une cantine scolaire, des services publics forts et accessibles à tous, un office HLM qui loge dignement, une politique culturelle ouverte et inclusive, une démocratie qui ne soit pas un simulacre. C'est cette démonstration par les faits qui est la meilleure réponse à l'extrême droite.

Du Front populaire à la Résistance jusqu'à nos combats municipaux, nous avons toujours su que les ruptures progressistes ne se faisaient pas seules. Cette tradition n'est pas une faiblesse : c'est une force que nous devons réaffirmer. Nous le faisons, en bien des endroits, à l'occasion de toutes les élections municipales. Un rassemblement qui parte du bas, des besoins concrets, et non d'accords de sommet ou de programmes élaborés nationalement que nous plaquerions sur nos villes.

Demain, là où l'extrême-droite pourrait arriver au pouvoir au niveau national, il s'agira, pour notre 40e congrès, de tirer les leçons de nos réussites et de nos échecs lors des prochaines élections municipales (même si, comme dit précédemment, le calendrier resserré nous aide peu en ce sens). À partir de là, il nous appartient de construire un contenu programmatique véritablement transformateur, compréhensible, clair et structuré. La méthode, elle, existe déjà, et elle est éprouvée, il s'agit du rassemblement.